

Jeunesse et ethnicités citadines à Brazzaville

EN 1991, avec l'ouverture de sa Conférence nationale, le Congo émergeait de plus de 25 ans de monopartisme dominé depuis 1968 par l'armée et ses officiers originaires du nord du pays. Pendant toute cette période, les ressortissants du sud (Kongo, majoritaires dans le pays et encore plus à Brazzaville), se sont trouvés évincés de la plupart des postes de responsabilité, notamment dans l'armée (1). On parle alors de Nordistes et de Sudistes au lieu d'employer la terminologie « ethnique » honnie par le régime marxiste, mais il est évident pour tous que le clientélisme ethno-régional est une composante essentielle de la vie politique (2).

Les multiples consultations électorales de 1992 étaient l'occasion de profondément renouveler le personnel politique dans un esprit démocratique et de rompre avec ces pratiques de clientélisme. Or, face à la nécessité de constituer des majorités, les principaux candidats (3) ont systématiquement pris le parti de recomposer la population congolaise en clientèles familiales, ethniques et régionales.

Lors des présidentielles, la carte électorale du Congo, géographiquement très contrastée, traduit l'existence de véritables fiefs politiques dans le pays. On distingue facilement trois grands pôles régionaux. Au nord, c'est l'ancien parti unique (le Parti congolais du travail, PCT) qui domine. Dans le Pool (autour de Brazzaville), le parti d'opposition de B. Kolelas le MCDDI (Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral) obtient presque deux tiers des voix. Pascal Lissouba, président finalement élu, est massivement soutenu par les régions du sud-ouest (4) (Niari, Bouenza, Lekoumou, surnommées par ses adversaires régions Ni-bo-lek, ou Niboland) mais fortement minoritaire dans la capitale et dans ses environs (5).

A Brazzaville même, où l'on observe une géographie très contrastée des ethnies et des origines régionales, la distribution de la population favorise la répercussion de ces clivages électoraux entre quartiers. Si bien que les tensions politiques qui ont suivi les élections se sont vite traduites par des tensions urbaines, d'autant plus que les grands partis politiques poursuivent à l'intérieur de la capitale la stratégie d'ancrage spatial qu'ils mènent dans le reste du pays.

En conséquence, la carte électorale de Brazzaville en 1992 se superpose pratiquement avec celle de la répartition des groupes ethno-régionaux, montrant le clivage entre quartiers nord dominés par l'ancien parti unique, quartiers « mixtes » du vieux centre où tous les partis sont également représentés, et quartiers sud (Baongo, Makélékélé) où le parti d'opposition de B. Kolelas est en position de quasi-monopole (voir cartes 1 et 2).

Baongo et Makélékélé sont deux vieilles cités, à la fois monoethniques et monorégionales, à forte identité « ethnique » et peuplées à plus de 95 % de Laris, c'est à dire de Kongo originaires du Pool, dont la majorité est née à Brazzaville. C'est là que se trouve le siège du parti de B. Kolelas, le MCDDI, considéré par l'opinion comme « parti lari ». Au contraire, le parti présidentiel n'est bien implanté que dans certains quartiers de l'arrondissement de Mfilou, peuplé lui aussi à plus de 80 % de Kongo, mais dont une importante minorité est originaire des régions du sud-ouest du pays (6).

Et c'est effectivement entre Mfilou et Baongo que va se cristalliser le conflit sanglant de 1993-1994, par le biais de milices armées par chacun des grands partis.

En 1993 à la suite d'un différent électoral, des groupuscules politiques de Baongo se soulèvent contre le gouvernement élu, élevant des barricades. Ce mouvement prend une ampleur inattendue (7). Le MCDDI commence à armer et encadrer une milice composée des jeunes de ces quartiers, les ninjas (8), qui s'étaient constitués en groupe d'autodéfense pour protéger ces barricades. Dans les semaines qui suivent, la crainte des violences de ces ninjas (assassinats, pillages de maisons de partisans de la mouvance présidentielle) amènent de nombreux résidents de groupes minoritaires — en particulier les Niboleks — à fuir le quartier.

A la fin de la même année, l'armée mitraille et assiège Baongo pendant plusieurs semaines, sans parvenir à l'affaiblir réellement. Parallèlement, semble-t-il (9), la mouvance présidentielle, qui avait déjà créé une sorte de « milice d'État », officialisée sous le nom de Réserve ministérielle (10) pour protéger le palais présidentiel et le quartier des ministères, va tâcher d'ancrer elle aussi sa légitimité sur une base territoriale

(1) C'est encore plus vrai pour les Laris (Kongo, habitants du Pool, majoritaires à Brazzaville). Le sud du Pool a fourni les éléments les plus instruits et dits « évolués » de la population indigène au service de l'administration coloniale, puis les premiers cadres de l'indépendance. Pendant ce temps, la moitié nord du pays est délaissée. Dès cette époque, les « Nordistes », moins nombreux à Brazzaville, et qui occupent des postes moins qualifiés (notamment dans l'armée), s'installent à Poto-Poto, puis dans la partie nord-est de la ville (Ouenzé). S'ensuit, après l'indépendance, la classique « revanche des militaires », en majorité nordistes, qui s'arrogent le monopole du pouvoir entre 1968 et 1992.

(2) Cf. carte n° 1.

(3) La plupart ont déjà participé à des gouvernements à l'époque du socialisme.

(4) Où P. Lissouba dépasse 80 % des suffrages.

(5) Cf. F. Weisman, *Élection présidentielle de 1992 au Congo*, études et recherches du CEAN, XXIII, IEP Bordeaux, 1993.

(6) En majorité, ces « Niboleks » sont aussi d'ethnie kongo !

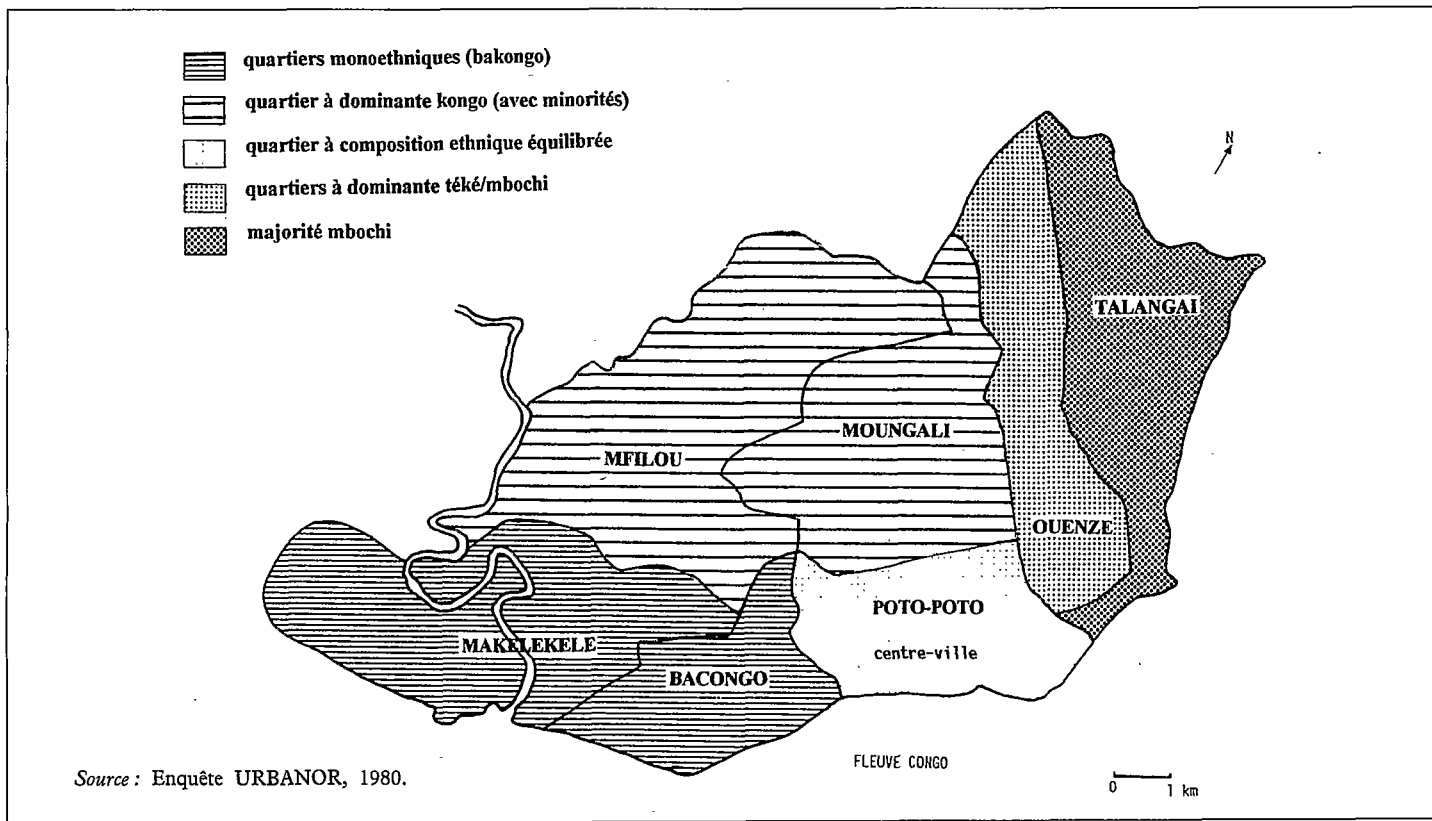
(7) Cf. E. Le Bris, P. Quantin, « Les barricades sont-elles constitutionnelles », *Politique africaine*, 1992, n° 48, pp. 142-145.

(8) Sur la formation de la milice Ninja, cf. Rémy Bazenguissa, « Milices politiques et bandes armées à Brazzaville », *Études du CERI*, n° 13, avril 1996, 32 p. Fondation nationale des sciences politiques, pp. 9-12.

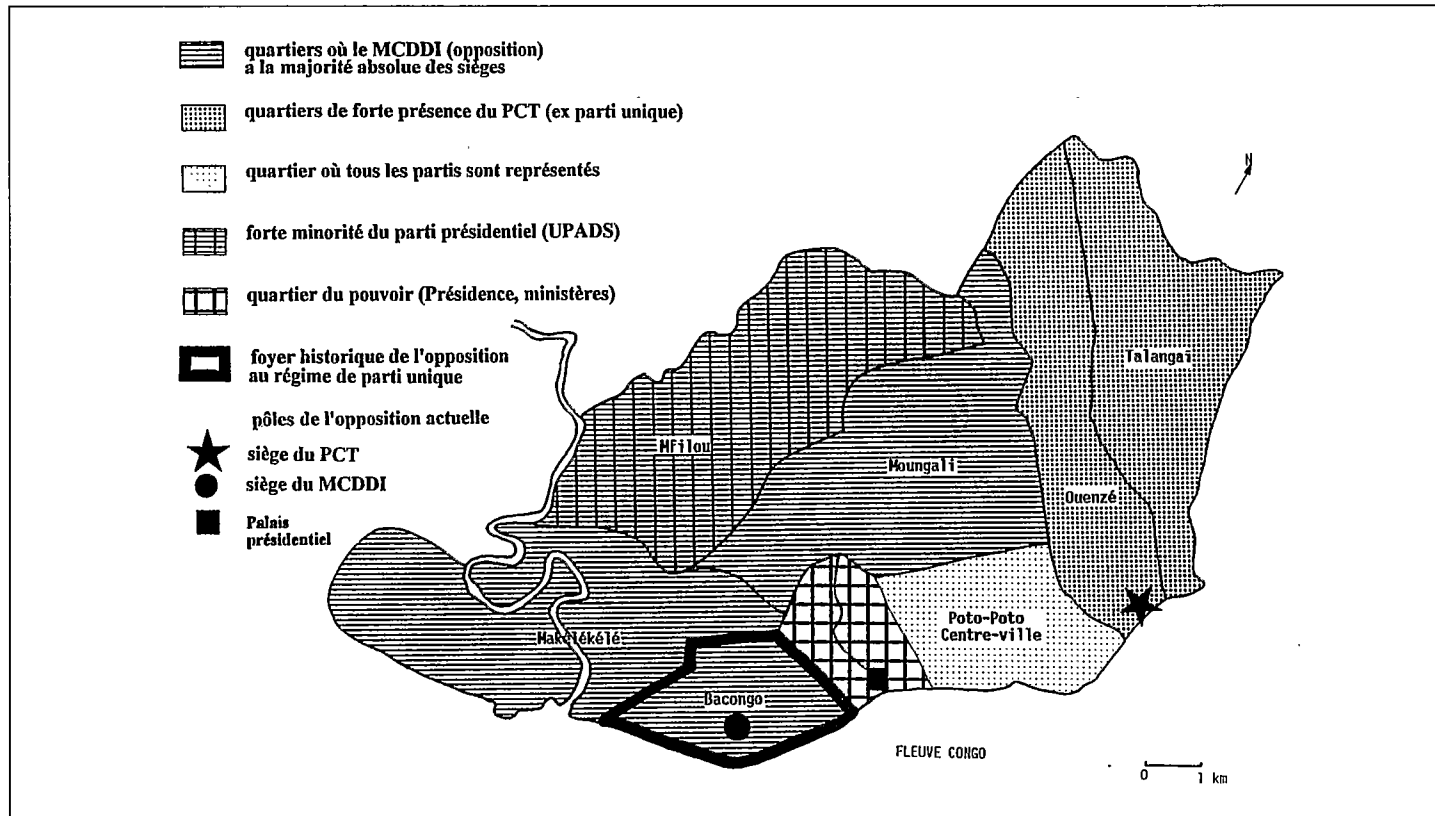
(9) *Idem*.

(10) Dirigée par le frère du ministre de l'Intérieur... On les appelle aussi les « Aubevillois ».

GÉOGRAPHIE DES ETHNIES A BRAZZAVILLE (répartition des ethnies par arrondissement en 1980)



LE PAYSAGE POLITIQUE BRAZZAVILLOIS (depuis les élections locales de 1992)



en armant, sans vraiment les contrôler, plusieurs milliers de jeunes Brazzavillois déclassés, sinistrés ou de jeunes ruraux « importés » spécialement afin de « protéger » l'arrondissement de Mfilou des incursions ninjas. Ces bandes hétérogènes et très mal contrôlées, qui se font appeler zoulous pourchassent les Laris de Mfilou (11).

Après le retrait de l'armée de Baongo commence une guerre des milices entre ninjas de Baongo et zoulous des quartiers Mfilou, ponctuée de pillages, de violences meurtrières (2 000 victimes), d'actes de cruauté à l'encontre des groupes minoritaires de chacun des deux quartiers (Laris à Mfilou, et Niboleks à Baongo) et de destructions sur la ligne de partage entre leurs deux territoires (voir cartes 3 et 4). Ces violences ont entraîné le déplacement en chassé-croisé de 100 000 à 200 000 personnes selon les estimations. Beaucoup de ces « sinistrés », notamment les familles laris chassées de Mfilou, ont perdu tous leurs biens au cours du conflit.

L'explication ethnique est d'emblée mise en avant par les protagonistes eux-mêmes (hommes politiques, leaders de partis, jeunes miliciens, habitants des quartiers) et certains commentateurs n'ont pas hésité à parler d'*épuration ethnique des quartiers* ! De fait, ces événements semblent avoir bouleversé le peuplement de certaines parties de la ville, renforçant le monolithisme régional de Baongo et tendant à unifier l'origine régionale des habitants de Mfilou (en vidant des secteurs entiers de cet arrondissement). Cette explication ethnique apparaît finalement commode et rassurante, car elle reconstruit des aspirations et des antagonismes d'aujourd'hui en fonction de vieilles catégories liées à l'ordre lignager. Mais elle ne rend nullement compte des enjeux proprement urbains, ni des motivations des jeunes, principaux acteurs de la violence, et des manipulations dont ils ont été l'objet. Car cette guerre urbaine ne s'est pas déroulée entre groupes ethniques bien différenciés, ou entre quartiers « nordistes » et « sudistes » (12), mais à l'intérieur des quartiers sud, de peuplement kongo dominant, où seule diffère l'origine géographique des habitants. Certes, depuis des siècles « le » groupe kongo (au sens large) n'a pas constitué une entité culturellement et politiquement homogène.

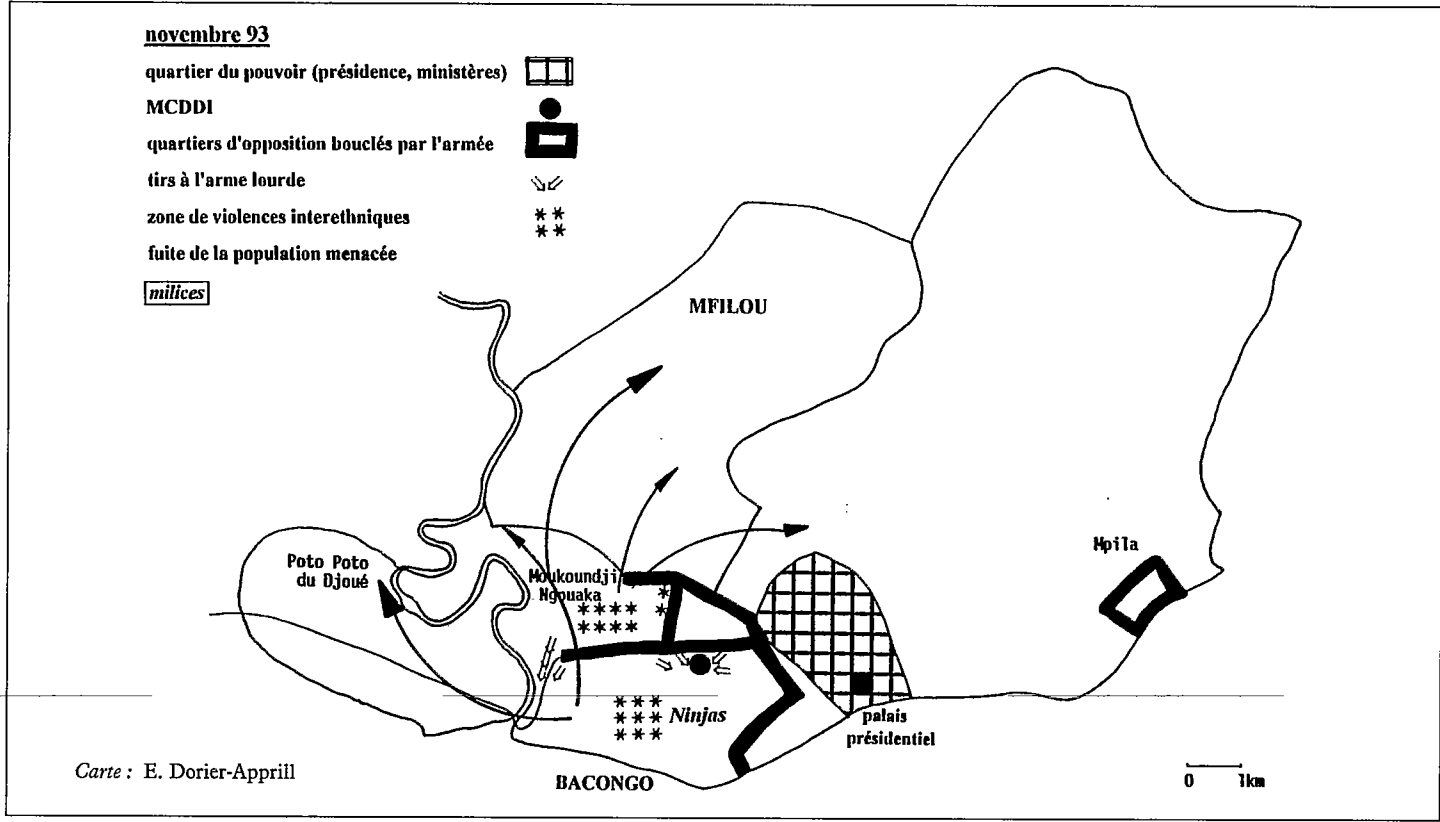
Pour autant, on n'assiste pas à la *résurgence de vieux antagonismes tribaux* (pour reprendre les formules de la presse locale) qui auraient marqué l'histoire des Kongo. A Brazzaville, tous les « Sudistes » se sont longtemps définis comme « Kongo » dans une capitale où toutes les ethnies du pays sont représentées, par opposition aux « Nordistes » qui étaient en position politiquement dominante. De mémoire de Brazzavillois, aucun conflit ouvert n'avait auparavant déchiré ces ressortissants « sudistes ».

Deux ethnogenèses récentes

Les violences entre Ninjas et zoulous semblent plutôt conforter deux ethnogenèses issues de la modernité urbaine et utilisées par les partis en

(11) Pour un récit plus nuancé, cf. E. Dorier-Apprill, « Géographie des ethnies, géographie des conflits à Brazzaville », in *Villes du sud, sur la route d'Istanbul*, ORSTOM Sup., 1995, pp. 259-289.

(12) Et comme cela s'était produit en 1959...



compétition pour développer leur ancrage local dans la capitale. Dans l'opinion, l'identité lari (déjà ancienne) et l'identité nibolek (en gestation) sont aujourd'hui étroitement associées aux quartiers-territoires des milices ninja et des bandes zoulous à Brazzaville qui constituent les zones d'influence des principaux partis.

Bacongo, berceau de l'identité lari

Beaucoup considèrent que la force de l'identité « lari » s'est véritablement cristallisée dans la « cité indigène » de Bacongo, à travers l'urbanisme colonial de regroupement par origine. La cohésion sociale et culturelle croissante de Bacongo est un trait marquant de l'histoire brazzavilloise. Par rapport aux autres groupes, ces Laris, massivement installés dans le sud de la ville, ont l'avantage du nombre mais aussi celui du moindre éloignement par rapport à la région d'origine, ce qui leur a permis de maintenir de forts liens lignagers et de perpétuer des relations étroites avec le village.

Bacongo bénéficie aussi d'une situation privilégiée — et même stratégique — en bordure de la corniche du fleuve, ouverte en direction de la route du sud, encadrant l'unique sortie routière de Brazzaville vers Pointe-Noire, et contrôlant l'unique pont sur le Djoué. L'accès au fleuve a d'ailleurs permis au quartier de subvenir à ses besoins pendant toute la durée du « blocus » imposé par l'armée, par le biais d'un embarcadère clandestin, contrôlé par le MCDDI de Bernard Kolelas, et qui fonctionne toujours.

Sur ces bases matérielles, l'identité de Bacongo comporte également une dimension religieuse, très marquée depuis l'époque coloniale, et qui contribue, aujourd'hui encore, à expliquer la tendance du quartier à se fermer sur lui même et à se considérer comme creuset de vérités et de valeurs (spirituelles ou politiques) à vocation universelle.

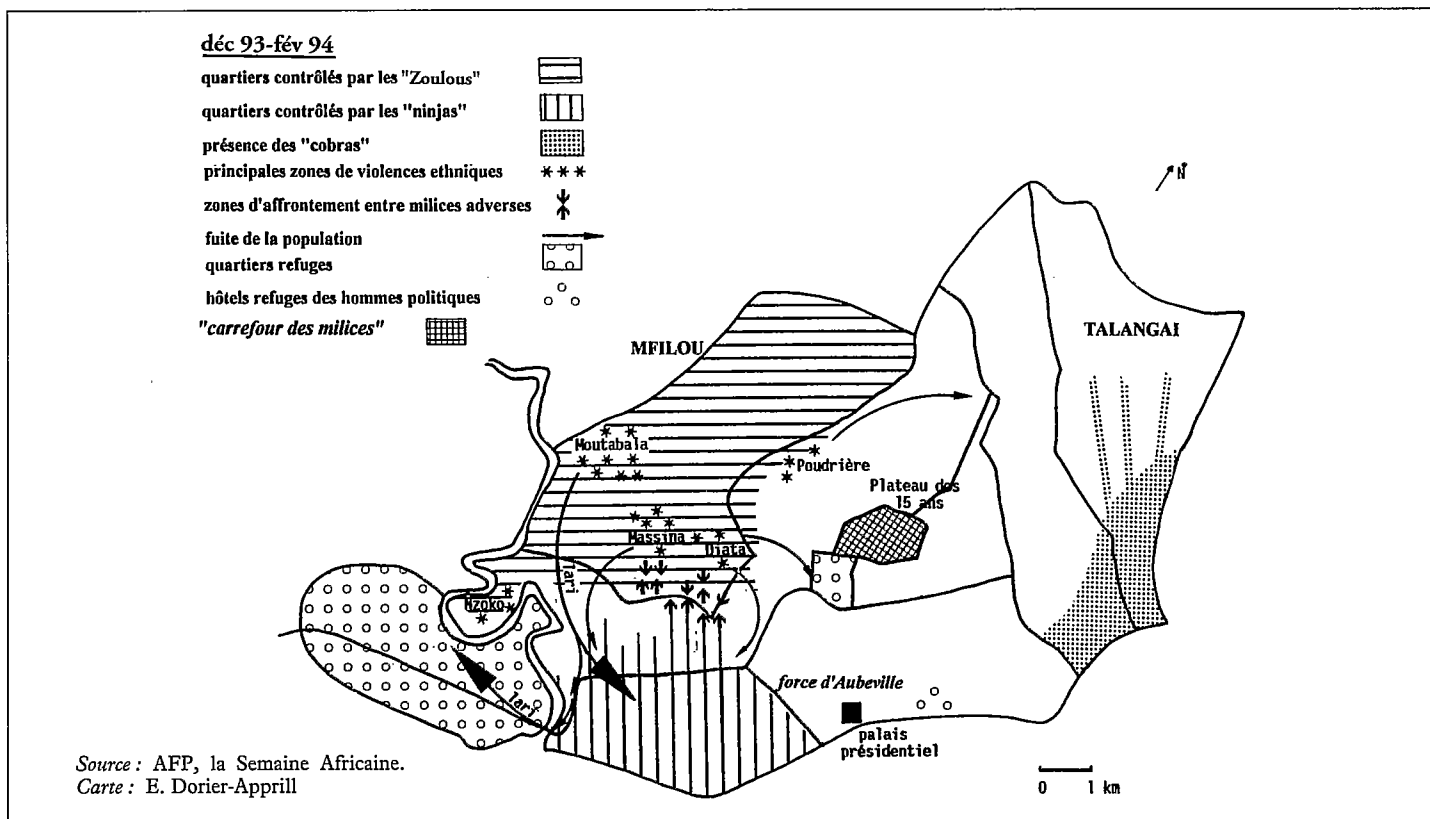
De nombreux mouvements religieux prophétiques et messianiques nés au sud du Pool (kimbanguïsme et surtout matsouanisme) (13), et qui ont comporté une forte dimension contestataire à la fin de la période coloniale, ont été réprimés et peuvent compter leurs martyrs et leurs lieux sacrés à proximité immédiate de la capitale. Parmi eux, Matsoua, fondateur de l'Amicale des ressortissants de l'AEF, mort en 1942 dans une prison coloniale, est devenu, après sa mort, l'objet d'un culte messianique fortement et presque exclusivement implanté à Bacongo.

Les vieux matsouanistes « fondamentalistes », dont le « gouvernement central » est implanté au bord du fleuve à Bacongo, refusent encore tout lien avec la puissance publique postcoloniale, tout en continuant à exprimer un rejet violent de toute subordination au « Blanc ». D'innombrables petites Églises fondées ou animées par des jeunes, dispersées dans le quartier, vénèrent aussi Matsoua comme figure tutélaire, mêlée à celle d'illustres « ancêtres » de l'histoire kongo (14).

(13) André Grenard Matsoua, fondateur en 1926 de l'Amicale des originaires de l'AEF. Cf. M. Sinda, *Le messianisme congolais et ses incidences politiques*, Payot, 1972.

(14) Parmi lesquelles on retrouve toujours Tchimpa Vita et Simon Kimbangu, parfois même Youlou. La chronologie de cette ances-

tralité reconstruite est parfois assez floue, notamment lorsque les fondateurs de ces Églises qui s'inspirent aussi de rites de la « magie traditionnelle kongo » sont de grands adolescents. On les appelle couramment Églises « Boula Mananga ».



Bernard Kolelas, leader du MCDDI et aujourd'hui maire de Brazzaville, chef suprême des miliciens ninjas, entretient des contacts réguliers avec ces Églises, participant occasionnellement à leurs cultes. Son propre charisme politique n'est pas dénué de connotation religieuse.

Les liens familiaux, notamment la hiérarchie aînés-cadets, ont une signification affective et sociale très forte pour tous les habitants de Bacongo, et ce quartier fonctionne comme une sorte de grand village, où tout se sait et où, dit-on, tous les faits et gestes d'un « étranger » sont immédiatement repérés.

L'invention du Nibolek : une ethnogénèse artificielle sur les bases de la régionalisation administrative

L'appellation Nibolek n'est vraiment devenue une catégorie identitaire que depuis la campagne électorale de 1992. Le « pays nibolek » n'a jamais constitué une réalité culturelle. Bien que le terme revête une consonance « ethnicisante », il s'agit d'une identité régionale récemment inventée.

Le Congo est divisé en grands ensembles économiques régionaux, parmi lesquelles les « pays du Niari » : Niari, Bouenza, Lekoumou. Dans ces régions, l'électorat s'est massivement mobilisé en faveur du parti présidentiel (15). Le sobriquet de Nibolek s'est banalisé pour désigner à la fois les habitants de ces régions et les partisans de Pascal Lissouba.

Dans ce « grand Niari », la stratégie électorale doit cependant composer avec une très forte hétérogénéité ethnique. La référence à l'espace régional, plus neutre et plus fédératrice que l'appel à la communauté ethnique, était donc habile, mais surtout indispensable pour le candidat Lissouba. Appartenant à une ethnie très minoritaire (Nzabi, implantée à la frontière gabonaise), il est hors de question pour lui de s'appuyer sur une base électorale ethnique ; il doit fédérer. D'autre part, s'il veut honorer son image d'intellectuel de progrès, le « Professeur » Lissouba doit incarner la modernité régionale, plutôt que l'archaïsme tribal.

Ce terme de Nibolek remporte finalement un véritable succès médiatique, et fonctionne comme un pourvoyeur d'identité commune, selon une logique ethniciste, à la multitude de groupes de la région. Revendiquée par les intéressés, la dénomination de Nibolek affirme l'identité des pays du Niari tout en la colorant d'une pseudo-ethnicité qui lui confère une sorte de légitimité (16).

Sa résonance à Brazzaville dans l'arrondissement de Mfilou, seul arrondissement où l'électorat présidentiel est significatif, est liée à la proportion relativement élevée (25 % en 1980) d'habitants de ces quartiers originaires des régions du sud-ouest. Cependant, jusqu'en 1993, les Niboleks demeurent minoritaires à Mfilou par rapport aux originaires du Pool (qui représentent environ 60 % des habitants).

(15) Cet ensemble transrégional constitue une remarquable base électorale, car il est divisé en un grand nombre de districts ruraux, qui, selon la loi électorale, forment autant de circonscriptions électorales aux élections législatives. Il englobe certaines des régions rurales les plus actives du pays, drainées par le chemin de fer Congo-Océan.

(16) Aux élections législatives, cependant, tous les candidats de l'UPADS dans le « Niboland » étaient natifs ou originaires de la circonscription où ils se présentaient ; l'« identité nibolek » est surtout une façade !

En fait, bien d'autres éléments que l'origine géographique de leurs habitants opposent les deux quartiers devenus rivaux lors de cette guerre des milices : notamment le décalage entre la culture urbaine ancienne, active et profondément enracinée de Bacongo, et la mauvaise intégration socio-économique des quartiers périphériques de Mfilou.

L'arrondissement de Mfilou, tardivement rattaché à la capitale, reste en majeure partie composé de quartiers récents implantés sur les collines périphériques, éloignés, mal équipés, mal desservis par le réseau routier (17). Si l'aspect général est plutôt riant, aéré, très verdoyant à proximité des cours d'eau, la plus grande partie de la population a un niveau de vie inférieur à la moyenne, et les perspectives d'emploi y sont difficiles. La croissance démographique et l'immigration y sont actuellement les plus fortes de la ville. Les parents s'y installent pour accéder à la propriété à moindre coût. Les jeunes s'y morfondent et ne se sentent peut-être pas toujours aussi « brazzavillois » que les jeunes de Bacongo.

La territorialisation violente des quartiers dont ils sont les acteurs n'a fait que renforcer chez certains de ces jeunes une perception fragmentée de l'espace urbain, qui répond à leurs propres incertitudes identitaires, et repose elle-même sur la réalité matérielle et vécue (à Talangaï et Mfilou) de la ségrégation spatiale.

Les principaux acteurs : des jeunes en majorité nés à Brazzaville

Il faut rappeler que, contrairement au conflit rwandais, les violences brazzavilloises de 1993-1994 n'ont pas engagé massivement toute la population (18), mais uniquement une frange de jeunes recrutés par les partis politiques parmi plusieurs générations de « déclassés » des quartiers : jeunes déscolarisés ou désœuvrés, délinquants ou sinistrés.

Leurs cadres, en revanche, ne sont pas des débutants de la violence politique : anciens membres des organisations de masse dissoutes de l'époque du monopartisme, militaires ou cadres politiques en disgrâce, souvent vieux « routiers » des milices politiques d'État (plusieurs fois instituées à l'époque « révolutionnaire ») (19), ou encore parents d'un leader de parti. Comme le signale Rémy Bazenguissa, « la montée en puissance de ces acteurs a eu pour conséquence de faire entrer de plus en plus les relations familiales dans le champ politique » (20).

On ne saurait donc, à propos des « événements de cette année-là » parler d'*explosion de l'irrationnel ou d'irruption de l'ethnicité* : les jeunes miliciens, en majorité âgés de 18 à 22 ans ont incontestablement été l'objet d'une manipulation, d'autant plus facile qu'elle a été menée à une épo-

(17) Même si, par les hasards des découpages administratifs, il inclut aussi quelques lotissements cossus, d'ailleurs durement touchés par les pillages.

(18) Même si d'indéniables « violences de voisinage » ont été relatées, elles ne paraissent pas représentatives de l'ensemble.

(19) Notamment anciens membres des

JMNR (Jeunesse du mouvement national de la révolution) et de la Défense civile, aujourd'hui quadragénaires. Cf. P. Bonnafé, « Une classe d'âge politique, la JMNR de la République du Congo-Brazzaville », *Cahiers d'études africaines*, 8-3, 1968, pp. 327-368.

(20) Études du CERI, n° 13, avril 1996, p. 24.

que où l'effondrement économique succédant à des années d'euphorie pétrolière leur interdisait pratiquement tout espoir d'accéder au statut social de leurs aînés (21).

A Brazzaville, comme dans la plupart des métropoles d'Afrique noire, plus de 80 % des moins de 20 ans sont nés et ont été socialisés dans l'horizon des quartiers. Ces jeunes miliciens sont nés autour de 1973, c'est à dire au moment du boom pétrolier, dans un contexte euphorique où les portes de la fonction publique s'ouvraient toutes grandes aux diplômés de l'enseignement secondaire.

L'originalité du contexte social brazzavillois tient à la scolarisation presque totale de sa jeunesse, et ce presque depuis l'indépendance. Brazzaville est une ville largement alphabétisée, et en tous cas massivement francophonisée : la grande majorité des citoyens, y compris les femmes, comprennent le français et ont les moyens culturels d'accéder aux médias modernes.

Lieu d'une double mixité révolutionnaire, mixité sexuelle dans tout le pays et ethnique dans les grandes villes, l'école fut conçue comme l'outil primordial d'unification idéologique et d'effacement des particularismes ethniques et régionaux, et considérée comme un pilier essentiel de la République populaire (22).

Dans cette perspective, la scolarisation obligatoire fut généralisée et intégralement prise en charge par l'État (23). Le taux de scolarisation après 16 ans est l'un des plus élevés du continent. A Brazzaville, les exclus de l'enseignement secondaire faisaient véritablement figures de perdants.

Pendant 20 ans le Congo a vécu en pays rentier (24). La politique d'élargissement de l'appareil d'État au cours des années d'opulence pétrolière a massivement orienté les aspirations de la population vers le salariat dans les emplois publics au détriment des activités productives, profondément dévalorisées. En 1987, un tiers des chefs de ménage brazzavillois étaient des salariés de la fonction publique. L'enseignement secondaire était encore la voie d'un emploi assuré, si bien qu'entre les deux derniers recensements, on a pu observer un allongement des études et une forte baisse du taux d'activité chez les 20-24 ans (25).

Depuis la crise liée à l'endettement du pays et à la chute des cours du pétrole, ce prolongement des études apparaît comme une vaine fuite en avant. Sous la pression du FMI, le Congo a dû réduire les postes de fonctionnaires, licencier les contractuels en surnombre et privatiser les entreprises d'État.

Un secteur privé moderne et une petite production marchandé émergent doucement à Brazzaville, grâce à l'abandon de l'étatisme économique. Mais ce sont encore souvent les jeunes commerçants ouest-africains ou des travailleurs immigrés zaïrois qui se glissent dans cette brèche. Ces

(21) Cf. Bazenguissa, *op. cit.*

(22) Cf. E. Dorier-Apprill, *Environnement et santé à Brazzaville, de l'écologie urbaine à la géographie sociale*, thèse de géographie, Paris-X, 1993, 668 p. Chap. 2 : « Une société urbaine en évolution », pp. 63-118.

(23) L'éducation est nationalisée en 1965, et la fréquentation d'écoles privées interdite aux jeunes Congolais sur tout le territoire national. Aujourd'hui, les écoles privées, y

compris confessionnelles, sont à nouveau autorisées, et elles prolifèrent. Seuls les enfants des familles les plus modestes fréquentent encore l'école publique.

(24) Et s'apprête avec allégresse à recommencer, depuis l'ouverture de nouveaux gisements de pétrole *off shore*.

(25) Dans cette tranche d'âge, on dénombre 47 % d'hommes scolarisés à Brazzaville.

derniers occupent aujourd'hui la majeure partie de certaines activités comme la menuiserie ou les emplois agricoles saisonniers dans le Pool. Mais l'activité commerciale est entravée par l'effondrement du pouvoir d'achat de la masse des fonctionnaires qui accumulent les arriérés de salaires (14 mois à la fin de 1995), et par les hausses de prix consécutives à la dévaluation du franc CFA.

Pendant ce temps, même ralentie, la croissance de la population brazzavilloise scolarisée dans les filières classiques de l'enseignement secondaire et supérieur continue à produire un groupe de plus en plus important de chômeurs « intellectuels » dont le sentiment de frustration ne fait que grandir et qui, se conjugant avec celles des jeunes déscolarisés, crée une tension explosive.

En offrant aux jeunes la violence armée pour seule clé d'appropriation de leur milieu de vie et comme source de reconnaissance sociale, certains hommes politiques ont à l'évidence commis plus qu'une imprudence : une faute irresponsable et qui pourrait être lourde de conséquences. Plus que la question locale de l'ethnicité, cette mobilisation violente d'une jeunesse déclassée en quête d'identité est bien l'aspect le plus crucial et le plus préoccupant du conflit.

Une néo-ethnicité urbaine, rêvée, cosmopolite...

L'autodésignation par des surnoms générateurs d'identité collective et la toponymie fantasmagorique élaborée pour désigner leurs territoires respectifs, et qui extrait symboliquement Brazzaville de son isolement de petite capitale secondaire d'Afrique centrale pour la situer au cœur de l'actualité mondiale, montrent bien que ces jeunes ne sont pas nourris par des référents de la tradition, mais partagent tous la même culture médiatique (26).

En 1994, les Zoulous quadrillent Mfilou rebaptisé fièrement Beyrouth. Les Ninjas contrôlent tout Baongo, rebaptisé Sarajevo par ces mêmes Zoulous qui font allusion à l'« épuration ethnique » dont ils accusent les Laris (rebaptisés les « Tcheks »). De leur côté, les Cobras (27) établissent leur contrôle sur les quartiers est. Le quartier des ministères et la Présidence sont officiellement protégés par les « Aubevillois » et la « Réserve ministérielle » (28).

Un seul quartier voit se croiser des miliciens de toutes tendances : c'est le Plateau des 15 ans, situé à l'ouest de Moundali. En effet de nombreux hommes politiques de tous bords résident dans sa partie la plus cossue, sous la protection de leurs miliciens respectifs : Zoulous, Ninjas, Cobras et même Requins (29) s'y côtoient donc au rythme de salves périodiques (voir carte 5) (30).

(26) Grâce à la proximité de relais à Kinshasa, les Brazzavillois peuvent, depuis quelques années, capter, avec une antenne ordinaire, quelques chaînes de télévision américaines et européennes — notamment le journal télévisé français en direct. Dans les quartiers, nombre d'officines de location de cassettes vidéos se sont créées. Cette ouverture aux médias d'actualité, tardive au Congo, car longtemps bridée par la censure et le monopar-

tisme, a profondément changé le rapport au monde des Brazzavillois.

(27) Milice liée au PCT, dont la fonction était de protéger l'ancien président D. Sassou Nguesso.

(28) Milices semi-officielles armées par la Présidence.

(29) Milice du RPDS de Thystère Tchikaya, actuel maire de Pointe-Noire.

(30) Source : R. Ziavoula, ENAM, Université Marien Ngouabi.

Le détour par des surnoms qui n'ont aucune signification intrinsèque paraît révélateur : ils désignent simplement l'autre en tant qu'adversaire, en substituant aux véritables dénominations ethniques une néo-ethnicité urbaine, rêvée, cosmopolite.

Il faut rappeler que, jusqu'aux événements de 1993, le référentiel ethnique ne semble guère pertinent dans la construction identitaire de jeunes grandis à Brazzaville, scolarisés ensemble. Mfilou abritait, en 1980, plus de 60 % d'originaires du Pool et, de son côté, Bacongo accueillait, depuis les années 70, une proportion croissante de migrants « niboleks », sans qu'aucune intolérance ethnique ne se déclare... et pour cause, à cette époque, l'origine nibolek n'était pas perçue comme une catégorie identitaire.

Rémy Bazenguissa relate bien les difficultés de Ninjas ayant toujours vécu dans la capitale pour déterminer à l'aide de « tests » l'origine ethnique de tout individu étranger à leur zone, en s'appuyant sur des bribes de traditions acquises par quelques-uns lors de vacances au village — « ces Ninjas vont déterminer une sorte de sens commun qui réinvente la tradition ». Les Niboleks de Mfilou ont contourné le problème en utilisant des tests linguistiques — les langues vernaculaires du sud-ouest étant, à la différence du Lari, peu pratiquées à Brazzaville, mais de nombreux Niboleks de Brazzaville ne parlent pas les langues de leur région d'origine, si bien que « le rôle d'interlocuteur fut dévolu à des Zoulous venus de l'intérieur du pays » (31).

Déchirements identitaires de jeunes nés à Brazzaville

La situation de certains jeunes nés à Brazzaville et incapables de répondre à cette nouvelle « injonction d'ethnicité » est particulièrement déchirante. En témoigne l'histoire terrible de Youss, jeune musicien de Bacongo (32) :

J'ai 28 ans, je suis né à Bacongo. Je suis nibolek. Mon père est arrivé à Brazzaville à l'âge de 8 ans, comme cuisinier chez les gendarmes blancs, il venait du village, dans la Bouenza. Mais à l'époque, la Bouenza faisait partie de la région administrative du Pool. Sur la carte d'identité de mon père, c'était écrit : Pool...

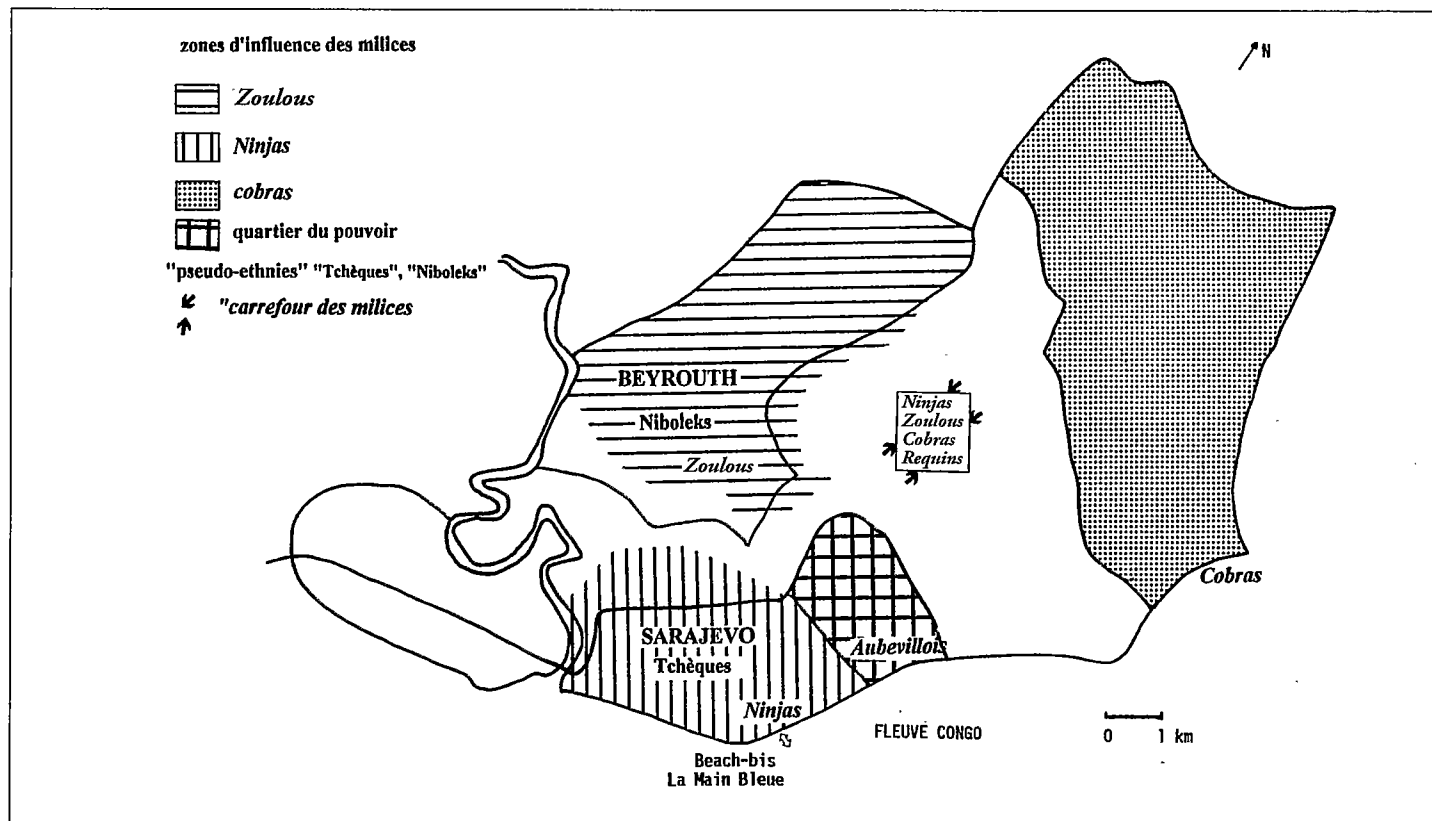
J'ai grandi à Bacongo, c'est là que j'ai appris la guitare, chez les Pères. Je parle même mieux lari que les Laris, car je partais faire des camps à pied dans le Pool, avec les Pères, ils nous intéressaient à la vie, aux origines des villages. Je posais des questions, j'ai appris beaucoup de choses... Je connais le Pool, mais je ne suis jamais allé au village de mon père, mon père non plus n'y est jamais retourné...

Au cours des événements nous étions restés à Bacongo, mon père disait que non, il n'arrivera rien. Beaucoup de mes amis, là [à Bacongo] sont devenus des Ninjas, j'ai été arrêté 3 fois, certains nous ont protégés... mais à la fin, quand les autres [les Zoulous] ont tué des Laris, ceux qui nous protégeaient ne pouvaient plus rien.

(31) Bazenguissa, *op. cit.*, p. 11 et p. 17. août 1996 (mission réalisée dans le cadre de l'ORSTOM-UR enjeux de l'urbanisation).

(32) Extraits d'entretiens, Brazzaville,

1994-1995 TOPONYMIE FANTASMATIQUE DES « TERRITOIRES BRAZZAVILLOIS »



*Ils ont tué mon père, ils ont pris la maison... je n'ai plus de maison.
Après, la maison a été occupée par des sinistrés laris... Où je peux aller ?
la nuit, je dors dans les veillées (33), j'ai prié dans toutes les églises (34)...
Où aller ? Je suis nibolek, je parle lari, je suis de Bacongo.*

La jeunesse est-elle concernée par la « demande de démocratie » ?

A vrai dire, l'entreprise de manipulation des plus jeunes cadets (jeunes miliciens) par les aînés à des fins politiques n'est pas nouvelle dans le Congo postcolonial. On la rencontre déjà lors de la création de la JMNR (Jeunesse du mouvement national de la révolution) (35), mais alors sans cette connotation pseudo-ethnique qui aboutit à la parcellisation de la ville et à l'éclatement des jeunes identités citadines.

Deux ans après, la « guerre des milices » s'est apaisée, et aucune limite physique ne rappelle plus, sur le terrain cette fragmentation belliqueuse de la capitale. Dans les représentations, cependant, Brazzaville reste morcelée par d'invisibles frontières de l'identité, du souvenir et de la peur, qui constituent désormais une composante essentielle de la vie quotidienne, contribuant à renforcer les ancrages locaux sur le quartier, et à distendre les liens économiques et sociaux entre certaines parties de la ville.

Si le thème ethnique est toujours au centre de la controverse politique, la question de la jeunesse ne peut plus être évacuée. Tous les principaux partis politiques ont signé un « Pacte de paix » à la veille de la Noël 1995, s'engageant à respecter la constitution et à désarmer leurs miliciens. Les désarmer, certes, mais qu'en faire ?

Plusieurs milliers d'entre eux (Zoulous principalement) ont été intégrés à l'armée nationale (36) et le Pacte de la paix prévoit l'élargissement de ce recrutement aux autres milices partisans. Cependant, dès janvier 1996, la mutinerie violente de jeunes fraîchement enrôlés, laisse mal augurer de l'avenir de cette entreprise.

De leur côté, Églises chrétiennes et ONG laïques ont créé de nombreuses associations pour « motiver » les jeunes sans formation ou sans emploi. On retrouve partout, aux postes de responsables bénévoles des nouvelles églises pentecôtistes qui prolifèrent à Brazzaville et rassemblent les jeunes diplômés à la recherche désespérée d'un statut social. De nombreux jeunes déscolarisés fondent même leurs propres groupuscules religieux, fréquentés par des fidèles de leur âge, tenant souvent des discours très durs à l'égard des « grandes personnes » et de leur responsabilité dans l'état de crise actuelle où se trouve le Congo (37).

(33) Veillées de funérailles.

(34) Comme beaucoup de jeunes, Youss, a expérimenté successivement bon nombre de nouveaux mouvements religieux et sectes, qui tour à tour constituent autant de milieux d'adoption. La dimension religieuse est très présente dans ses compositions musicales.

(35) Ironie de l'histoire, les quadragénaires aujourd'hui écartés du pouvoir étaient souvent les jeunes miliciens des années 70, alors mobilisés contre les aînés... les leaders politiques actuellement au pouvoir sont les quadragénaires de cette époque...

(36) Intégration controversée, compte tenu de leurs antécédents, de leur jeunesse, et des modalités de leur formation, à Lou-dima (au cœur du « Niboland ») par des instructeurs israéliens.

(37) Cf. E. Dorier-Apprill, recherche (en cours) sur les bases sociales et les enjeux politiques des nouveaux mouvements religieux à Brazzaville, équipe « Citadins et religions », ORSTOM Département SUD-UR, Enjeux de l'urbanisation.

Face à ce champ d'initiatives parallèles qui prennent en compte leurs problèmes quotidiens et leur recherche de sens et de foi, quel crédit la masse des jeunes Brazzavillois peut-elle encore accorder à l'État et à la classe des « aînés politiques » qui continue à monopoliser le pouvoir et ses prébendes ? Et symétriquement, ces mêmes jeunes peuvent-ils se sentir concernés par la « demande » de démocratie exprimée par la génération montante d'opposants, « quadras » intellectuels qui sont leurs parents, leurs professeurs, formés à l'école théorique du socialisme, professionnellement bien insérés, et en complet décalage par rapport au manque de perspectives individuelles et collectives de leurs cadets (38) ?

Toujours sans domicile fixe, chantant accompagné de sa guitare, de deux chanteuses et d'un percussionniste, Youss, jeune « griot des temps modernes » remporte depuis quelques mois un certain succès d'estime à Brazzaville lorsqu'il évoque, devant un public jeune, la guerre civile, la crainte du sida, ou les malentendus nés de l'usage des langues vernaculaires. Lors d'une prestation devant les hommes politiques réunis pour la Conférence économique du Pool à la fin 1995, deux ans après la guerre des milices, à un moment où l'on ne parle encore pudiquement que des « événements politiques », il leur lance, la chanson « Mvula Yo ».

Mvula yo, (cette année triste des événements politiques au Congo) (39)

*Quand je pense à cette année
Quand je pense à ce mois
Quand je pense à ce jour
Quand je pense à cette histoire...
Ceux qui vivaient à Diata ont été tués
Ceux qui vivaient à Moutabala étaient décapités
[...] Ceux qui vivaient à Kibouende étaient étranglés [...]
parlez-nous de la paix
ne nous parlez plus du tribalisme
parlez-nous de la paix
laissez-nous vivre
[...] Qu'est-ce que c'est ? La peur de la guerre
Nous nous sommes chamaillés
je ne donne raison, ni tort à personne,
j'ai fait le serment de ne plus recommencer
nous devons faire le serment de ne plus recommencer.*

Élisabeth Dorier-Apprill
Institut de géographie, Université de Provence

(38) Cf. n° spécial de la revue *Rupture*, Aînés politiques, cadets sociaux, oct.-déc. 95, Pointe-Noire, BP 5876.

(39) Chanson composée par Youss Banda, 1995.